

Table des matières

Avant-propos	9
Introduction	15
Définitions	21
Identité européenne et identité écossaise	21
Intégration européenne	23
La vision fonctionnaliste et néo-fonctionnaliste	25
Les intergouvernementalistes et les intergouvernementalistes libéraux	27
L'institutionnalisme	29
Les méthodes de gouvernance	31
La gouvernance multiniveaux	33
Constructivisme et européanisation	34
Progression chronologique et organisation de cet ouvrage	35

Première partie L'UNION EN CRISE : D'UN ROYAUME DÉSUNI À UNE NOUVELLE UNION ?

Chapitre I. Le traité d'union : « Écossais de cœur, Britannique de raison »	41
De l'union des Couronnes au traité d'union	41
Un roi écossais pour l'Angleterre	41
Problèmes de citoyenneté et <i>Claim of Right</i>	43
La catastrophe de Darien et la succession à la Couronne	44
Vers l'union des Parlements : <i>The end of an auld sang</i>	45
À partir du traité d'union, le maintien des éléments distinctifs de l'identité écossaise	48
L'influence de la Kirk : de John Knox à Kenyon Wright	49
Le système éducatif écossais	54
Le système juridique écossais	57
Les sources du droit écossais	57
Le nationalisme juridique	59
Le Volksgeist juridique écossais et la menace d'une anglicisation du droit	59
Le droit écossais, une voie médiane pour l'Europe entre droit de Common law et droit continental ?	62
La question de la souveraineté parlementaire au Royaume-Uni et en Écosse	63

Désintégration de l'Empire, déclin du <i>Welfare State</i> et déficit démocratique : l'Union en péril.....	68
La fin de l'Empire : fin de partie pour l'Union ?.....	68
1979-1997 : les années conservatrices.....	69
La fin du <i>Nanny State</i> et le choc économique néolibéral.....	70
« <i>No mandate</i> » et « <i>Poll Tax</i> » : le déficit démocratique.....	71
Le sinueux chemin vers la dévolution.....	72
Des premiers succès électoraux du SNP au rapport Kilbrandon.....	73
Le <i>Scotland Bill</i> , le référendum et l'amendement Cunningham : le chemin vers la dévolution semé d'embûches.....	75
Après l'échec au référendum, le désir de réforme constitutionnelle.....	77
En route vers l'alternance politique : le projet de dévolution se concrétise.....	79
Chapitre II. Vers une nouvelle union : le dilemme de l'Union européenne.....	85
Union européenne et Royaume-Uni : une union tardive et complexe.....	85
1973-1997 : la perception de l'Europe en Écosse dans les années 1970 et le débat sur la dévolution.....	88
Travaillistes et syndicats : la CEE perçue comme une menace.....	88
Conservateurs et entreprises : la CEE perçue comme une opportunité.....	89
Le SNP : « no – on no one else's terms ».....	90
La Kirk : précurseur d'une vision différente de l'Europe et de la dévolution.....	92
Les revirements croisés des deux grands partis unionistes en Écosse sur la question de l'intégration européenne.....	93
Le parti conservateur : du parti de l'Europe au parti des eurosceptiques.....	93
Le parti travailliste en Écosse et le choix d'une Europe progressiste.....	94
L'Europe comme une nouvelle union pour le SNP : « <i>Independence in Europe : Make it Happen Now</i> ».....	96
Les facteurs internes : un renouvellement des membres du SNP et une approche plus pragmatique de la CEE.....	97
Les facteurs externes : l'évolution de la CEE.....	97
L'instrumentalisation de l'Europe par le SNP.....	98
Le SNP devient un parti <i>mainstream</i>	101

Deuxième partie
REPRÉSENTATION DE L'ÉCOSSE EN EUROPE :
LA DÉVOLUTION A-T-ELLE TENU SES PROMESSES ?

Chapitre I. 1973-1998 : l'évolution de la représentation de l'Écosse en Europe.....	111
D'une Écosse aphone sur le plan européen au projet de dévolution.....	111
1973-1986 : la politique commune de la pêche, double trahison de l'Europe et du Royaume-Uni.....	111

À partir de 1988 : le développement de moyens extra-étatiques pour s'assurer une présence en Europe	116
1986-1998 : les fonds structurels européens	116
La mise en place des fonds structurels européens	117
Le fonctionnement des fonds structurels européens et l'instauration de liens directs entre la Commission et les régions	118
Les fonds européens en Écosse : entre la perfusion de Bruxelles et les mauvais tours de Londres	119
Les effets concrets des fonds structurels européens	120
Le Parlement européen et le Comité des régions : une voix en Europe pour les régions et les entités infraétatiques	121
L'ouverture de <i>Scotland Europa</i> à Bruxelles : un premier pas pour la représentation écossaise en Europe	122
 Chapitre II. Le <i>Scotland Act</i> : un tremblement de terre constitutionnel	125
Le statut constitutionnel du <i>Scotland Act</i>	126
La précarité constitutionnelle de la dévolution	128
Les domaines dévolus et les domaines réservés	131
La répartition des compétences	132
Le jeu du <i>softlaw</i> et la législation européenne	134
La convention Sewel	136
Le principe de la convention Sewel	137
La question de la valeur constitutionnelle de la convention Sewel	138
La convention Sewel dénuée de valeur constitutionnelle	139
 Chapitre III. À partir du <i>Scotland Act</i> : une amélioration limitée de la capacité d'influence de l'Écosse en Europe	141
Les liens entre l'Écosse et l'Union européenne au niveau infraétatique	141
Les liens entre l'Écosse et l'Union européenne au niveau du gouvernement écossais	142
Les liens entre l'Europe et l'Écosse au niveau du Parlement écossais	143
L'examen de la législation européenne par le Parlement écossais	144
La transposition et l'application de la législation européenne par le Parlement écossais	145
L'influence de l'Écosse sur les questions européennes au niveau étatique : l'interaction entre Londres et Édimbourg	148
Les fondements légaux de la représentation des intérêts écossais en Europe par le gouvernement britannique	149
Des engagements plus moraux que légaux	149
Le <i>Memorandum of Understanding</i>	150
Le rôle du <i>Joint Ministerial Committee Europe</i>	152
Contenu des JMC Europe : le <i>black-out</i>	152
Le principe du « <i>no surprise</i> » : une obligation de loyauté	154
Les préconisations de la commission Smith concernant les <i>Concordats</i>	156

Le manque de représentation de l'Écosse en Europe : pêche et scandales	157
L'influence de l'Écosse sur les questions européennes au niveau supra-étatique	160
L'ouverture de la <i>Scotland House</i> à Bruxelles	161
Le Comité des régions et le RegLeg pour les régions dotées de pouvoirs législatifs	163
La Commission européenne	165
Le Parlement européen	167
Le Conseil des ministres	170
Le Conseil européen	170
L'influence de l'Écosse en Europe comparée aux autres entités infraétatiques dotées de pouvoirs législatifs	171
Une implication européenne diverse selon les arrangements constitutionnels des entités infraétatiques dotées de pouvoirs législatifs	172
Des situations variées selon les caractéristiques constitutionnelles de l'État membre	172
La représentation des entités infraétatiques dotées de pouvoirs législatifs au Conseil des ministres	174
L'absence de collaboration entre les entités dévolues pour peser au niveau étatique sur les questions européennes	175

Troisième partie

L'UNION EUROPÉENNE :

SAGE-FEMME OU FOSSOYEUR DES NATIONALISMES MINORITAIRES ?

Chapitre I. L'Union européenne : terre promise des mouvements nationalistes minoritaires	181
L'Europe alliée des régions	183
L'Europe des régions : beaucoup de bruit pour rien	183
Le Comité des régions : un mirage institutionnel	184
Les traités et la devise « Unité dans la diversité »	185
La protection des langues régionales : l'Europe volontaire et efficace	185
L'intégration européenne et l'implication des régions	188
La <i>Multi-Level Governance</i> : une répartition des pouvoirs entre les niveaux supra-étatique et infraétatique	188
Les niveaux infraétatiques : nouveaux acteurs dans l'intégration européenne	189
Une illustration de la <i>Multi Level-Governance</i> : Commission contre États membres dans l'affaire des fonds structurels européens	190
Les limites de la <i>Multi-Level Governance</i>	193
Le principe de subsidiarité : légiférer au plus près des citoyens	195
L'émergence du principe de subsidiarité	196
La portée du principe de subsidiarité et sa protection en amont du processus législatif	198
Le contrôle <i>a posteriori</i> du respect du principe de subsidiarité	200
Le contrôle de proportionnalité	201

Les réformes pour accroître la participation des Parlements infraétatiques.....	202
Pourquoi devenir un État plutôt que de rester une entité infraétatique en Europe ?	
Les bénéfices du statut de « petit » État membre au sein de l’Union européenne	204
Comment définir un grand ou un petit État ?.....	204
L’influence de la taille des États membres dans la représentation institutionnelle européenne.....	206
Le Conseil des ministres.....	207
Les modalités de vote au Conseil des ministres.....	207
La présidence du Conseil des ministres.....	209
La Commission européenne.....	211
Le Parlement européen.....	213
La réelle capacité d’influence des petits États dans l’Union européenne.....	215
Chapitre II. L’Union européenne ennemie des mouvements nationalistes minoritaires.....	219
Les nationalismes minoritaires et la spécificité écossaise.....	219
Tentative de définition des nationalismes minoritaires au travers du prisme écossais.....	220
Un nationalisme minoritaire civique.....	223
Un rejet instinctif des mouvements nationalistes minoritaires.....	228
Le spectre du nationalisme guerrier et de la balkanisation de l’Europe.....	229
Le nationalisme minoritaire associé à l’égoïsme économique.....	230
Le nationalisme minoritaire facteur d’instabilité institutionnelle.....	232
Pourquoi les mouvements nationalistes minoritaires recherchent-ils l’indépendance en Europe ?.....	235
La question de l’adhésion à l’Union européenne d’une Écosse indépendante.....	239
La position du gouvernement écossais.....	240
Un mauvais départ : l’inexistante consultation juridique d’Alex Salmond.....	241
Les arguments du gouvernement écossais en faveur d’un élargissement interne	243
La position du gouvernement britannique.....	249
Les avis contradictoires des juristes et experts.....	253
En droit international : la succession d’États.....	253
La théorie d’une division en deux États continuateurs.....	255
L’application de l’article 49 du TUE.....	256
La question de la citoyenneté européenne.....	257
L’absence de déclenchement de l’article 50.....	261
La négociation de bonne foi et le respect de la démocratie.....	262
La prise de position des États membres.....	264
Les positions des institutions européennes.....	268
La position du président de la Commission européenne.....	268
La position du président du Conseil européen.....	274
La position du Parlement européen.....	276
Le poids de la <i>real politik</i> : le pragmatisme européen.....	277

Chapitre III. Référendum sur le <i>Brexit</i> : l'Écosse sortie de l'Union européenne contre son gré	281
Un vote homogène à contresens du vote anglais et gallois	281
Le revirement de l'attitude européenne vis-à-vis d'une adhésion écossaise	283
La position du président du Parlement européen et des eurodéputés	284
La position du président de la Commission européenne	285
La position du président du Conseil européen	286
La position des États membres	286
<i>Independance in Europe</i> : Vers un nouveau référendum sur l'indépendance ?	289
L'adoption d'une loi par le Parlement écossais pour organiser un référendum sur l'indépendance de l'Écosse	290
Un référendum consultatif sans base législative	293
Proposer une loi d'initiative parlementaire au Parlement britannique pour organiser un référendum d'indépendance	295
Conclusion	299
Sources primaires	307
Accords internationaux	307
Constitutions et textes législatifs	307
Publications institutionnelles	308
Britanniques	308
Rapports	308
Publications du Parlement	309
Écossaises	310
Publications du Parlement	310
Publications du gouvernement	311
Rapports de la Royal Society of Edinburgh	311
Décisions judiciaires	312
Décisions britanniques	312
Décisions européennes	313
Autres décisions	313
Discours, programmes politiques, biographies de personnalités politiques	314
Parti travailliste	314
Parti conservateur	314
Union européenne	315
Autres	315
Communiqués de presse	316
Sources secondaires	317
Nationalisme	317
Europe	320
Intégration européenne	322

Droit, constitution et dévolution.....	324
Indépendance écossaise.....	327
Histoire écossaise.....	328
Documents non publiés.....	329

ANNEXES

Annexe 1. Chronologie des dates clés pour l'Écosse, le Royaume-Uni et l'Union européenne.....	333
Annexe 2. Les référendums en Écosse.....	339
Référendum de 1975 : « Pensez-vous que la Grande-Bretagne doit rester membre de la Communauté européenne ? ».....	339
Référendum de 2014: « L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant ? ».....	340
Référendum de 2016: « Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? ».....	341